

Séance ordinaire du mardi 18 juillet 2023

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-trois et le dix huit juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Commerce

Présents :

Taslime AKBARALY, Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Christian ASSAF, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Jacques DOMERGUE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Clare HART, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Yves BARRAL ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN ayant donné pouvoir à Flora LABOURIER, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Fatma NAKIB ayant donné pouvoir à Mustapha LAOUKIRI, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Emilie CABELLO, Mikel SEBLIN ayant donné pouvoir à Clare HART, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

Absents / Excusés :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Mickaël DIORE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Mustapha MAJDOUL, Clothilde OLLIER

Opération chèques parkings - Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Alban ZANCHIELLO, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier met en œuvre différentes actions et dispositifs concourant au renforcement de l'attractivité du centre-ville et de ses commerces.

La mise en place en décembre 2009 de l'opération « *chèques parkings* » en partenariat avec la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI) de l'Hérault et les exploitants des parcs de stationnement du centre-ville, permet aux commerçants de fidéliser leur clientèle et de faire un geste commercial. Le dispositif « *Chèques parkings* » connaît un réel succès depuis sa création. Dans le cadre de la stratégie pour l'attractivité du centre-ville mise en place par la Ville avec ses partenaires, il a été décidé de prolonger l'opération en la recentrant sur le centre-ville. Ce dispositif s'intègre pleinement dans le plan d'actions Stratégie d'attractivité du centre-ville voté par la Ville de Montpellier le 5 juin 2023 et travaillé en partenariat avec la CCI de l'Hérault.

Le « *chèque parking* » est un titre de paiement utilisable dans les parcs de stationnement partenaires de l'opération. Le « *chèque parking* » représente une contre-valeur monétaire de 1€ TTC. Il s'utilise directement dans les caisses automatiques en vient en déduction du paiement final du stationnement. Il est cumulable jusqu'à 3 fois par transaction permettant ainsi d'atteindre la somme de 3€ maximum.

Le complément sera acquitté selon les modalités habituelles de paiement proposées aux caisses automatiques des parkings concernés.

Pour chaque « *chèque parking* » d'une valeur de 1€ TTC, la prise en charge est la suivante :

- Ville de Montpellier 30% soit 0,30 € TTC ;
- CCI de Hérault 30% soit 0,30 € TTC ;
- Commerçant 30% soit 0,30 € TTC ;
- Gestionnaire de parking 10% soit 0,10 € TTC.

La CCI de l'Hérault pilote l'émission des tickets « *chèques parkings* » compatibles avec les caisses automatiques des parkings participant à l'opération et gère l'interface avec les exploitants, l'émetteur des tickets et les commerçants. La CCI de l'Hérault est seule habilitée à vendre ces tickets aux commerçants montpelliérains désireux de participer au dispositif.

La Ville de Montpellier versera à la CCI de l'Hérault un financement correspondant à :

- La moitié de la facture d'émission des chèques parkings sur présentation du justificatif ;
- 30% du coût total annuel de l'opération.

Il est donc proposé de signer une convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de Hérault afin d'établir les modalités de mise en œuvre de cette opération pour chaque partie. La présente convention a une durée 1 an, trois fois renouvelable.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat relative au dispositif « *chèque parking* » entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la CCI de Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 40 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 12 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART, Mme Patricia MIRALLES, M. Mikel SEBLIN, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 25 juillet 2023

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 26 juillet 2023

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention chèques parkings 2023_v2.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20230718-237029-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 25/07/23
Réception en Préfecture : 25/07/23

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.